

Tous les partis représentés ici ont appuyé les mesures prises par le premier ministre et le gouvernement du Canada dans le but de hâter le démantèlement pacifique du régime de l'apartheid. L'un des éléments clés de notre politique a été de reconnaître et d'élargir l'important rôle joué par le Commonwealth pour favoriser une évolution sans violence de la situation en Afrique australe. Le premier ministre était déterminé - et il avait en cela l'appui de la Chambre - à faire en sorte que les chefs de gouvernement du Commonwealth réunis sous sa présidence à Vancouver maintiennent les pressions exercées sur l'Afrique du Sud en vue de l'abolition de l'apartheid.

Quatre des États de la ligne de front font partie du Commonwealth. Il en est de même du Lesotho, du Swaziland et du Malawi. L'Afrique du Sud en a été exclue pour avoir refusé d'abandonner sa politique d'apartheid. Grâce aux liens étroits qui unissent ses membres, le Commonwealth est mieux placé que toute autre organisation pour contribuer à l'élimination du fléau de l'apartheid et promouvoir un développement économique sûr et durable. D'autres pays ont une influence économique plus considérable en Afrique australe, mais aucune organisation n'a, en puissance, autant d'ascendant politique que le Commonwealth dans cette région du monde. Cela a été amplement démontré par les travaux du Groupe des personnalités éminentes, dont l'autorité reposait sur les mérites respectifs de ses membres et sur le prestige du Commonwealth, qui lui avait confié sa mission. Le concept de négociation proposé par le Groupe, certes le résultat le plus durable de ses travaux, constitue toujours la meilleure solution au problème de l'apartheid. La mission du Groupe a également eu pour effet important de prouver que la condamnation universelle de l'apartheid n'était pas un phénomène passager.

Le défi qui se pose aux véritables adversaires de l'apartheid consiste en partie à maintenir une pression croissante sur Pretoria. Cela importe d'autant plus que le gouvernement de l'Afrique du Sud intensifie la répression et renforce la censure sur son territoire et accentue sa campagne de propagande à l'étranger. Les chefs de gouvernement des pays du Commonwealth réunis à Vancouver ont déclaré, et je cite: "La tragédie qui se déroule en Afrique du Sud - et qui passe souvent inaperçue - nous commande de veiller à ce que l'apartheid continue de retenir l'attention de la communauté internationale jusqu'à ce que nous nous rencontrions de nouveau en séance plénière." Dans cet esprit, tous les pays membres, à l'exception de la Grande-Bretagne, ont accepté une proposition canadienne visant à créer un Comité de ministres des Affaires